

COMBATTRE LES INÉGALITÉS

**Enjeu de civilisation et transformation
du capitalisme mondialisé**

Philippe Herzog



Suivi de
L'esprit de Sant'Egidio !
Penda Mbow

Contribution au Meeting international de la Communauté Sant'Egidio

Assisi – 18/20 septembre 2016



Les Entretiens Européens
& Africains

Prix : 5 €



COMBATTRE LES INÉGALITÉS

**Enjeu de civilisation
et transformation du capitalisme
mondialisé**

Philippe Herzog

L'esprit de Sant'Egidio !

Penda Mbow

Préface

Claude Fischer et Antoine Guggenheim



Les Entretiens Européens
& Eurafricains

4 rue Froidevaux
PARIS 75014

Tél. : 00 33 (0)1 43 21 96 76
www.entretiens-europeens.org
www.philippeherzog.org

Edité
par **ASCPE**
et **UP For Humanness**

Paris - Décembre 2016



12 rue de Martignac
F-75007 Paris
Tél. 06 09 21 97 84
www.upforhu.org

Sommaire

COMBATTRE LES INEGALITES

Préface Claude Fischer et Antoine Guggenheim	P 7
Enjeu de civilisation et transformation du capitalisme mondialisé Philippe Herzog	P 11
Nos traditions sont sources d'inspiration	P 11
Ce que nous disent les mesures des inégalités	P 12
Dans les 250 dernières années le récit du progrès a été en même temps un récit d'inégalités.	P 15
Développement humain et croissance matérielle doivent aller de pair	P 16
L'investissement par les biens communs : un impératif pour réduire les inégalités	P 18
Au-delà de l'aide publique, régénération des valeurs et des solidarités	P 21
De la participation dans la démocratie	P 24
L'esprit de Sant'Egidio ! Penda Mbow	P 27

Préface

C'est à deux mains que nous signons cette préface... *UP for Humanness*, « tous debout » pour un nouvel humanisme, et *Les Entretiens Européens et Eurafricains*, une entente amicale et fructueuse entre nous qui sommes engagés, chacun à notre façon, pour un monde meilleur, plus fraternel.

« Former société en Europe » a été au cœur de la réflexion et l'action de Confrontations Europe, l'association fondée par Philippe Herzog qui aujourd'hui nous propose de « faire nouvelle œuvre de civilisation ». Car comme il le démontre de façon magistrale dans ce beau texte, c'est à l'échelle du monde qu'il faut repenser notre avenir, et chaque région devra apporter le meilleur d'elle-même. C'est ainsi qu'il donne à l'Europe sa responsabilité, redéfinit son rôle, et appelle au combat pour le partage et la solidarité, en mettant l'homme au cœur du projet !

Car le monde a changé. Il est global. La globalisation a favorisé l'émergence de peuples sur le marché mondial, permis des échanges et la connaissance des autres comme jamais, mais elle a aussi fracturé le monde, créant de nouvelles et profondes inégalités entre les nations et dans chaque société. L'émotion des indignés et l'action de « bons samaritains », laïcs ou religieux, ne suffiront pas à mener le combat contre les inégalités. Celui-ci doit inspirer une « grande transformation » selon Philippe Herzog, où le bien commun retrouve tout son sens.

Les riches et les pauvres... les inégalités entre eux sont évidentes, mais attention nous dit Philippe, c'est beaucoup plus complexe. Il ne s'agit

pas de prendre aux uns pour donner aux autres. La redistribution - nécessaire - n'est pas la solution. Et le partage, ce mot magnifique, est plein d'ambivalence : partager l'emploi ou les revenus n'est pas la même chose que partager le travail, la création et la culture. Or les grandes fortunes captent l'innovation et l'information, excluant la grande masse des populations de la créativité et de l'activité...

Si les Etats ont pu créer des systèmes de protection sociale, ils n'ont pas empêché pas la montée des inégalités, et aujourd'hui avec la crise de leur surendettement, les systèmes prennent l'eau. Les politiques assurancielles se privatisent et protègent les populations aisées, tandis que les fragiles - et la majorité de la population mondiale - en sont exclus.

Sans travail et sans formation, des populations entières sont privées d'insertion, d'inclusion, provoquant beaucoup de précarité et de pauvreté, même s'il existe aujourd'hui des « travailleurs pauvres », ce qui accuse à sa façon la perversité de nos systèmes de protection.

Mais la pauvreté ne rime pas toujours avec désespoir. « *Il y a plus de Kényans, de Népalais, de Pakistanais et de Bangladais à ressentir beaucoup de bonheur que de Danois ou d'Italiens* » ! Philippe Herzog cite Angus Deaton... Mais de là à croire qu'on sera plus heureux dans la « décroissance », il n'y a qu'un pas que certains n'hésitent pas à franchir. Or qui peut croire que les populations mondiales en pleine expansion pourront faire face aux défis écologiques et démographiques sans croissance et inventer une nouvelle productivité ? L'Afrique nous donne des leçons : elle sait que ce sera dur, tant elle dépend encore des autres, mais elle croit en elle et se bat pour le travail et la croissance chez elle. Certes une croissance plus respectueuse de la nature et des hommes, moins consumériste, et du travail moins subordonné, où le numérique n'est pas confisqué mais au service des populations pour l'accès à l'énergie, au savoir, à la santé ou à l'assurance... Immense défi !

Ce défi nous est commun, et il faudra pour y arriver, transformer le capitalisme, insiste Philippe... Oui, mais en quoi ? Le socialisme n'a pas marché. Lui aussi a privé les populations de la créativité, sans parler de leur liberté individuelle. Or dans nos pays occidentaux, la liberté n'a

pas construit l'égalité, car la fraternité et la solidarité ne sont pas au cœur de notre projet de civilisation, ni d'ailleurs la possibilité pour les sociétés de participer aux choix collectifs.

La concentration excessive du pouvoir économique et financier s'est accompagnée du dépérissement des biens publics : l'Argent, la Terre et le Travail, dont Philippe Herzog, avec Karl Polanyi, nous rappelle ici l'essence. Construire de nouveaux biens publics sur le marché, permettre leur accès à tous : voilà le leitmotiv de Philippe Herzog. Le marché n'est pas ce diable qu'il faut abattre : il crée - comme l'argent - du lien social, permet des échanges, de la coopération... mais on doit changer le modèle et l'Etat doit favoriser l'émergence de biens publics en partenariat avec le privé. L'implication des sociétés civiles, et notamment les entreprises et les territoires, capables d'inventer et construire de nouvelles solidarités pour des projets de co-développement, est indispensable. Il s'agit donc d'engagements éthiques à accomplir dans tous les secteurs et à l'échelle locale, régionale et mondiale, et d'inventer une nouvelle démocratie où les liens sociaux sont débridés, où le dialogue et la participation, la confrontation des expériences et expertises seront mis au service du combat contre les inégalités, de la créativité et du progrès, contribuant à changer le type de démocratie dans lequel nous vivons.

Les peuples ne sont pas mondiaux ! Ils sont nationaux, et chacun veut se développer chez lui, contre les autres. Réfléchissons à la Chine que nous vilipendons facilement. Quand celle-ci s'ouvre et va partout pour se développer, elle concourt à notre développement. Certes, il faudra mettre en place les règles pour le bien commun, pour que les relations commerciales ne soient pas guidées par la recherche de rentabilité à tout prix, ou la domination des plus forts, mais par la coopération. Mais qui peut nier que l'émergence de la Chine est une formidable opportunité pour les Chinois, pour les peuples du monde et pour la paix mondiale?

Et l'Europe dans tout ça ? Philippe propose de créer « un pouvoir de puissance publique communautaire », avec un système européen

d'investissement, de mettre les moyens de l'assistance au service de la formation et de l'insertion dans l'activité, l'entrepreneuriat, et de créer ce qu'il appelle « des solidarités humaines et productives » pour un nouveau type de croissance. Le combat écologique et le combat contre les inégalités vont aujourd'hui de pair, comme le rappelle un texte inspirant du pape François. Ils devront prendre appui sur le dialogue interculturel et interreligieux nous dit Penda Mbow, cette grande dame, historienne sénégalaise, qu'on découvrira dans ce livre. Présente à Assise, elle nous raconte ici la diversité de la rencontre de Sant'Egidio, une organisation de laïcs engagés dans la recherche de la paix et la justice à travers le monde, où se « côtoient des princes comme des gens simples, des riches comme des moins riches ». Elle montre la valeur des échanges sur la nécessité de préserver la paix dans le monde menacé dangereusement par l'exclusion, le populisme et le développement des forces centrifuges, la paix qui –comme l'a dit le Pape François, présent à Assise, signifie « accueil, disponibilité au dialogue, dépassement des fermetures qui ne sont pas des stratégies de sécurité mais des ponts sur le vide ».

Claude Fischer,

directrice d'ASCPE, Les Entretiens Européens et Eurafricains

Antoine Guggenheim,

co-fondateur d'UP For Humanness

Philippe Herzog

*Président fondateur de Confrontations Europe
Ancien député européen et conseiller à la Commission européenne*

COMBATTRE LES INÉGALITÉS

Enjeu de civilisation et transformation du capitalisme mondialisé

Civilisation : ce mot désigne ce que des sociétés *partagent* sur une très longue période : des croyances, des biens, des relations socio-politiques. Je souligne *partagent*, car ce n'est pas donné. Ainsi, la question des inégalités, au cœur du vivre-ensemble dans la différence, est un enjeu de civilisation. Aujourd'hui plus que jamais, car nos sociétés interdépendantes et multiculturelles vivent cette formidable mutation qu'est la mondialisation. C'est un choc pour chacune et les inégalités sont désormais une question globale, un enjeu de civilisation mondiale dans ses trois dimensions, culturelle, économique et politique.

Nos traditions sont sources d'inspiration

Les Grecs assignaient au politique la finalité de prendre soin de l'âme, et pour eux le problème des inégalités était un défi pour la démocratie. Aristote : « *impossible, en effet, ou du moins difficile d'exécuter de belles choses lorsqu'on est sans ressource, car beaucoup s'exécutent comme à l'aide d'instruments, par le moyen d'amis, de la richesse ou du pouvoir politique.* »

Dans la tradition humaniste des Lumières, l'inégalité est une privation de liberté. Ainsi Angus Deaton compare la sortie de la pauvreté à une évasion, métaphore de la liberté, dans son livre *La grande évasion* (2016).

La Révolution française a érigé la valeur égalité au cœur de l'Etat de droit qui caractérise la démocratie moderne. Chacun doit être citoyen sans exclusion ni privilège, la liberté est donc indissociable de l'égalité. Mais dans les faits la citoyenneté *nationale* repose sur un principe d'exclusivité. Et comme l'observe l'historien et économiste marxiste Paul Boccara dans son livre *Pour une nouvelle civilisation*, « *le libéralisme et sa créativité sont caractérisés par les rapports contractuels entre individus libres et égaux en droits, mais inégaux du point de vue de la disposition des moyens matériels et culturels.* » En effet la réponse qu'apporte la loi au problème des inégalités, si importante soit-elle, ne suffit pas, et aujourd'hui la juridicisation intégrale des rapports humains marque une crise du droit. La valeur égalité comme celle de liberté ne sont effectives que si on réussit à donner corps et esprit à la valeur fraternité.

J'en reviens toujours à Saint Paul et à l'Épître aux Galates : *il n'y a plus homme ni femme, ni juif ni grec, ni maître ni esclave, nous sommes tous frères.* Ce n'est pas qu'un message d'amour, mais aussi un message de combat : le refus de toutes les subordinations, femme/homme, domination de puissance, esclave/maître. Ce programme de Paul est plus que jamais à l'ordre du jour. Et je retiens aussi le message grec : l'accès de chacun aux biens communs de la société est la réponse politique concrète au défi des inégalités.

Forger une éthique et une pratique de l'altérité est une source d'inspiration indispensable pour combattre les inégalités qui se renouvellent dans le contexte du capitalisme mondialisé ; ceci conduit à repenser nos modèles et nos institutions du progrès.

Ce que nous disent les mesures des inégalités

Le développement de l'information statistique et l'exigence de transparence rendent plus visibles les inégalités et permettent des débats approfondis. Quels que soient ses limites et ses biais, l'œuvre de Thomas Piketty *Le capital au XXI^{ème} siècle* présente un profil tout à fait plausible pour le monde occidental. Mesurées en termes d'écart de revenus et de patrimoines, les inégalités dans cet espace se sont accrues au XIX^{ème} siècle ; elles ont commencé à reculer entre les deux guerres mondiales et

après la Seconde au XX^{ème} siècle ; elles augmentent nettement depuis les années 1980 (même si la Banque mondiale décèlerait une interruption récente de la hausse). Mesurées globalement, on observe une réduction due à la baisse de la pauvreté et à la poussée des couches moyennes dans les pays émergents en forte croissance, notamment en Chine et en Inde. Mais quand on change d'optique et qu'on regarde les choses sur le terrain, au lieu de regarder le monde de loin, on observe la montée des inégalités au sein de chaque société nationale, et peut-être plus encore dans les pays les moins avancés. Pour Branko Milanovic, une mesure globale repose sur un principe fallacieux : chacun compte pour un.

Les travaux d'André Babeau, Denis Kessler et Philippe Trainar dans la revue *Commentaire* (été 2016) offrent une analyse critique du livre de Piketty en ce qui concerne les causes et les solutions. Cet auteur met trop l'accent sur les transmissions patrimoniales. En effet, sur les vingt premières fortunes actuelles dans le monde, trois au plus appartiennent à des héritiers, les dix-sept autres sont celles de propriétaires d'entreprises souvent dans l'industrie du numérique, et beaucoup n'existaient pas il y a vingt ans (source Forbes). Retenons bien cela : la capture de l'innovation par des entrepreneurs capitalistes pour réaliser très vite de très grandes fortunes est une nouveauté et un danger fondamental. Elle met en danger la libre entreprise et la civilisation occidentale en même temps. Il faut souligner également l'importance scandaleuse des fortunes et des rentes bâties sur l'immobilier. D'autre part, il n'est pas vrai que le taux de rentabilité moyen du capital investi soit toujours supérieur au taux de croissance comme l'affirme Piketty : ainsi dans les crises les pertes en capital sont importantes. Par contre leur facture est renvoyée largement aux populations et supportée par elles.

J'ajoute que les politiques assurancielles protègent les populations aisées, tandis que les fragiles et même la majorité de la population mondiale en est exclue. J'ai entendu les dirigeants des groupes d'assurances AXA et Allianz et de la Banque mondiale indiquer que 95% de la population mondiale n'est pas assurée face aux effets et aux risques des changements climatiques. Et quelle est la protection des réfugiés enfermés dans des camps pendant de nombreuses années ? Au-delà des travaux

d'Ulrich Beck sur *La société du risque*, Denis Kessler souligne la nouveauté du problème des inégalités face au risque. Que fait l'Europe face aux catastrophes naturelles ? Face aux réfugiés ou encore à la dépendance ?

Après la deuxième guerre mondiale, la puissante intervention de l'Etat dans les pays occidentaux a permis de réduire les inégalités : d'importants prélèvements fiscaux ont mobilisé des ressources pour la sécurité sociale et l'emploi. Ces dépenses jouent encore aujourd'hui le rôle d'amortisseurs sociaux dans des pays comme la France. Mais la dépense publique est loin d'être toujours efficace et le secteur public produit aussi des inégalités. Le sociologue Pierre Bourdieu a stigmatisé en son temps *la noblesse d'Etat* et ses héritiers, et souligné l'importance du « capital social » pour les privilégiés. Des élites se forment dans l'Education nationale alors qu'en même temps le nombre des échecs scolaires est massif et croissant. L'Etat proclame l'égalité des chances, il produit l'inégalité. Ici et ailleurs en Europe, le vieillissement démographique ne fait pas qu'accentuer les problèmes du financement de la sécurité sociale. Traité sans considérer la mutation des cycles et de la culture de la vie qui en découle, ni le souci d'équité intergénérationnelle, ni l'allongement nécessaire de la vie active, il contribue à une situation de plus en plus précaire de la jeunesse.

Soulignons que les disparités de patrimoine sont beaucoup mieux corrélées aux inégalités du capital humain qu'aux inégalités du revenu, et que la conception des marchés du travail est en cause. Les carences des politiques de formation professionnelle et continue insécurisent les transitions d'emplois et créent des trappes à chômage durable. De façon générale les politiques de redistribution entre riches et pauvres n'ont pas empêché la montée des inégalités : le problème ne se réduit pas au revenu disponible.

André Babeau me fait observer qu'il faut approfondir la distinction entre les inégalités mesurées et les inégalités ressenties. Ainsi les petits producteurs se soucient peu du problème des 1% les plus riches, mais beaucoup de la précarité de leur exploitation, ce qui indique la nécessité de considérer celle-ci comme un bien pour la société à pérenniser et moderniser.

Ceci n'est pas sans lien avec la recommandation faite par Angus Deaton de demander aux gens d'évaluer eux-mêmes leur propre vie. Les analyses disponibles confirment que dans les pays pauvres, l'insatisfaction est fortement ressentie, mais concernant l'accès aux biens communs tout autant que la faiblesse du niveau de vie. Par contre, quand on interroge les gens sur le bonheur ressenti on observe une faible corrélation avec le revenu. Ainsi « *il y a plus de Kényans, de Népalais, de Pakistanais et de Bangladais à ressentir beaucoup de bonheur que de Danois ou d'Italiens* » ! Le bonheur ressenti marque des différences selon le rapport à la vie et au monde, lequel fait particulièrement problème à l'Occident. Mais il ne se confond pas avec le *bien-être* tel que les gens l'évaluent eux-mêmes.

Dans les 250 dernières années le récit du progrès a été en même temps un récit d'inégalités

Les champions du capitalisme ont toujours considéré que la croissance était la réponse essentielle à la question sociale. Effectivement elle a permis l'élévation du niveau de vie, une source de progrès incontestable. Elle engendre aussi l'inégalité, qui a une face positive, écrit Deaton, quand elle permet à certaines personnes de concourir à la liberté d'autres. C'est le cas quand la création d'entreprises et l'innovation répondent à des besoins sociétaux. Elle est négative quand elle est rentes et privilèges, privant autrui de l'accès au progrès. Mais il ajoute : ce n'est qu'un aspect des choses. Si échapper à la pauvreté est une histoire d'argent, d'autres éléments comptent tout autant sinon plus : une meilleure santé, la possibilité de participer à la vie active.

Aujourd'hui la face noire est criante. La machine économique et financière produit tellement d'inégalités et ses « innovations » sont parfois ou même souvent si factices ou non appropriées, qu'aux Etats-Unis même on s'inquiète de leurs conséquences négatives sur la croissance. Aujourd'hui les inégalités étouffent ou assèchent le vivier humain dans lequel puise le capitalisme. Le nombre des exclus du marché du travail et/ou des précaires ne fait que grandir, et la productivité de ceux qui travaillent stagne ou diminue. Il y a le feu dans le système. On a oublié le message d'Adam Smith : la richesse des nations, c'est le travail. Des économistes

éclairés soulignent la probabilité d'une stagnation séculaire.

Répetons aussi que *l'insécurité* est une source majeure d'inégalité. Les populations épuisées par la guerre, par le terrorisme, celles qui n'ont pas accès à l'énergie, à l'eau potable, où les petits producteurs ne peuvent plus assurer la sécurité alimentaire, sont misérables ou fragilisées. Leur résilience aux chocs devient question de survie.

Développement humain et croissance matérielle doivent aller de pair

Certains écologistes ont prôné la *décroissance*. Mais réduire la croissance n'est pas la solution, ni pour réduire les inégalités ni pour le bien-être. D'ailleurs, à l'évidence, dans chaque récession le chômage grimpe et la paupérisation de même. La masse des populations pauvres du monde a particulièrement besoin de travail et de croissance. Comme l'a souligné le Pape François, ceci doit impérativement être pris en compte dans le combat contre les changements climatiques et leurs effets. Il y a eu de grands espoirs dans les pays pauvres quand la croissance était facilitée par le commerce mondial. Mais elle était alors liée à la hausse des prix des matières premières. Ceci s'interrompt. Comment fera l'Afrique menacée par de gros impacts écologiques dès cette décennie, éprouvée aussi par la poussée de l'islamisme radical, alors que la démographie augmente rapidement et les inégalités sont énormes ? Elle a impérativement besoin d'une forte croissance.

Il ne faut pas opposer développement et croissance, mais les conjuguer, ce qui implique des changements majeurs du mode de croissance. Elle doit devenir plus endogène, plus inclusive, plus durable. C'est un immense défi. Le mode de productivité prédominant a été axé sur la substitution des machines aux hommes. Un autre mode de productivité exigerait des investissements massifs dans le développement humain, y compris culturel, pour réaliser un meilleur usage des machines, une économie et une régénération des ressources naturelles. Corrélativement le mode de vie doit changer : les excès du consumérisme occidental sont criants, et alors que la demande globale devrait être tirée par des investissements à long terme, pour un développement et une croissance durables, ils sont en pénurie.

Certains escomptent des effets magnifiques de la révolution numérique et technologique en matière de productivité et de croissance. C'est supposer le problème résolu ; les statistiques n'indiquent pas cette tendance. Je veux souligner le lien entre les inégalités et la concentration excessive du pouvoir économique et financier. La capture d'instruments et d'infrastructures révolutionnaires par une petite minorité d'entreprises et d'investisseurs permet de constituer des monopoles mondiaux privés, en particulier aujourd'hui avec la révolution numérique. Ils offrent des services souvent utiles, mais ils ne permettent pas à la grande majorité des populations de se doter des capacités cognitives et matérielles nécessaires pour leur mise en œuvre et pour un bien-être collectif. On observe aujourd'hui aux Etats-Unis un rétrécissement du vivier de la création avec une diminution du nombre des start-up, et une baisse de la productivité. De même l'appétence pour les sciences diminue dans nos systèmes éducatifs et les offres de formation continue tout au long de la vie sont bien trop faibles. L'écart entre recherche et formation devient excessivement grave.

L'utilisation des outils informationnels par les firmes multinationales est orientée vers les finalités du consumérisme populaire. Elles les jugent innovants quelles que soient leurs qualités réelles. Les investisseurs ont obtenu des rentabilités faramineuses en prenant appui sur une dictature des marchés financiers en matière de valorisation des projets, des entreprises, et des modèles de financement. Les politiques monétaires restent assujetties à ces intérêts. Actuellement elles empêchent la dépression, c'est bien, mais en préservant la valeur du capital investi elles préservent aussi des fortunes et des bilans de pertes qu'exigerait la suraccumulation de capital.

Tout ceci s'est accompagné du dépérissement des biens publics sur les territoires ruraux, sur leurs carences dans l'urbanisation forcenée ; et la paupérisation commence à toucher les couches moyennes elles-mêmes. Le rétrécissement du vivier humain créatif et productif est indissociable de l'exclusion sociale. Impossible de continuer à croître ainsi.

Une grande transformation du système capitaliste est nécessaire,

d'autant plus complexe qu'il est mondialisé. Le marché est mondial, mais cette mondialisation n'est ni civilisée ni viable en l'état.

L'investissement par les biens communs : un impératif pour réduire les inégalités

Entre les deux guerres, l'un des plus grands économistes et anthropologues du siècle, le marxiste Karl Polanyi, a donné à voir cette grande transformation qu'était alors la création des biens publics. Il écrivait que l'Argent, la Terre et le Travail ont été soustraits à la marchandisation et aux exigences de rentabilité maximum quand l'intervention publique en a fait des biens communs. Rappelons que dans le langage des économistes, un bien public pur est un bien accessible à tous sans rivalités ni exclusions.

Il ne s'agit pas de diaboliser le marché, qui est un espace fondamental pour les échanges humains, et l'homme ne vit pas que de l'esprit, mais tout dépend du modèle de marché. L'intervention publique a été nécessaire pour créer des formes non marchandes d'échanges nécessitant une socialisation de ressources et l'Etat a joué un rôle majeur d'investisseur de long terme dans tout un champ d'infrastructures nécessaires à la vie commune (énergie, transports, eau, éducation, recherche, santé), autant que possible accessibles à tous.

Dans le capitalisme mondialisé actuel, la situation change profondément. En Chine, l'Etat investit encore massivement pour les infrastructures sociales et industrielles ; mais à l'Occident l'investissement de long terme en infrastructures de bien public est en panne, alors qu'ils sont déterminants pour faire face aux défis écologiques et pour répondre aux besoins sociaux d'avenir dans une éthique de justice intergénérationnelle. Les investisseurs privés les jugent trop risqués et peu ou non rentables. Les marchés financiers dictent leurs normes et conventions et la puissance publique a le plus grand mal à valoriser et financer des projets d'intérêt général. La commande publique verticale d'Etat ne favorise pas la co-création et la collaboration entre une pluralité d'acteurs et une multiplicité d'usages possibles sur les nouvelles infrastructures. Or elles sont indispensables.

Il faut imaginer aujourd'hui une nouvelle grande transformation à *la Polanyi*, et intégrer le fait que l'information est devenue aussi un bien commun par excellence. Et sachant que le secteur privé dispose de ressources humaines et financières énormes et de l'intelligence requise pour l'innovation, il devrait jouer désormais un rôle majeur d'investisseur dans tous les champs des biens publics. Mais la puissance publique doit garder son rôle de garant et d'incitation et il faudrait qu'elle soit capable de reprendre un rôle de définition et valorisation des choix collectifs. Pour ces raisons, il faut imaginer une redéfinition des secteurs public et privé, avec entre eux des partenariats sans précédent, afin de mutualiser des ressources et réduire des risques.

Aujourd'hui le défi de l'investissement public a pris une dimension internationale où se mêlent des défis géopolitiques sociétaux et commerciaux pour l'énergie, l'eau, l'information... Les Etats-nations qui portaient hier la solution sont devenus aussi des obstacles. Garants de la solidarité sur « leur » territoire, ils la réservent aux citoyens nationaux, et aux côtés de leurs champions privés, ils sont délibérément rivaux dans une compétition mondiale exacerbée. Le problème est donc beaucoup plus complexe qu'à l'époque de Polanyi où il s'agissait de sortir de la crise des années 1930.

La plupart des Etats ont ouvert les vannes de l'hyper libéralisme sur les marchés et chacun veut attirer les investisseurs privés chez lui. Ainsi dans l'Union européenne, une politique de concurrence axée unilatéralement sur l'ouverture des marchés nationaux fait obstacle à la mutualisation de ressources pour le bien commun. J'ai vécu cela au Parlement européen où mes tentatives pour fonder une solidarité effective pour la co-construction de biens publics européens ont été refoulées. Plus récemment, en coopération avec des économistes comme Michel Aglietta, nous avons contribué à ouvrir une brèche. L'Union a créé un système de garanties communes pour aider à rentabiliser des investissements jugés trop risqués mais souhaités. Mais pour l'essentiel, les Etats veulent garder la main sur l'origine des projets. L'Union ne sait pas financer des investissements visant au développement des capacités humaines comme la formation professionnelle. Et les pays de la « périphérie » de l'Est et

du Sud ont le plus grand mal à monter des projets, que les investissements transfrontières sont carencés. Aussi la Commission veut réorienter son projet. Mais plus qu'un ajustement, c'est un pouvoir de puissance publique communautaire qu'il faut envisager. C'est un euro-système d'investissement qu'il faut bâtir.

Plus généralement, l'espace public international que l'on a commencé de construire après la Seconde guerre mondiale a vieilli. Il faut le régénérer et le légitimer. Par exemple, l'agenda présenté à l'OMC à la réunion de Doha en 2001 pour la réforme du commerce mondial, voulait introduire les normes sociales, les règles de concurrence et l'investissement dans le champ des négociations multilatérales. L'échec est patent et l'Europe n'a plus de stratégie. Les choix collectifs nationaux ne s'accordent pas. Ni les puissances dominantes ni les Etats des pays les moins avancés – qui n'acceptent pas de se soumettre à des règles conçues par ces puissances – n'ont voulu s'engager dans la définition de règles pour le bien commun.

D'immenses besoins d'investissements ne peuvent se réaliser dans le continent africain et ailleurs parce qu'ils nécessiteraient des transferts massifs de ressources financières et technologiques. Pourtant si l'on veut prévenir des catastrophes et des conflits majeurs face aux impacts des changements climatiques, face aux défis de la croissance démographique dans ces pays, il faudra bien inventer des systèmes internationaux d'investissement d'intérêt mutuel pour répondre prioritairement aux besoins des porteurs de projets, pour soutenir leur développement et les financer. A cet égard le rôle des banques publiques de développement et des investisseurs gérant l'épargne du public comme les assureurs ou les gestionnaires de la *private equity* est très important.

Dans son réseau, Claude Fischer rapproche des acteurs d'Europe et d'Afrique de l'Ouest pour relever le défi. Il s'agit d'industrialiser l'Afrique et de la doter des infrastructures et services de biens publics nécessaires à une croissance inclusive et durable. Une des priorités majeures est la formation et l'entreprenariat. Les investisseurs étrangers doivent s'engager dans des partenariats dont la rentabilité est faible et différée. Il faut pouvoir mutualiser les coûts et les risques, partager la valeur créée.

Ceci signifie passer de l'aide à l'incitation et au co-investissement en combattant la corruption et la rente, et pour briser les rivalités qui opposent les Etats, construire des institutions régionales susceptibles d'offrir des cadres de marché et de financement adéquats. Une fiscalité et une politique monétaire communes sont particulièrement nécessaires pour impulser de fortes coopérations sur le continent africain. Plusieurs institutions régionales existent déjà, mais n'ont pas encore acquis la force de puissance publique partagée.

La question du partage des projets et des risques interroge les stratégies géopolitiques. Ainsi dans le secteur de l'énergie, de multiples projets rivaux se préparent entre Europe, Russie, Turquie, Méditerranée du Sud et orientale, où tous ces pays sont foncièrement interdépendants. Il faut aussi considérer la relation euro-asiatique et le projet chinois de routes de la soie. Comment rationaliser les choix en visant un bien commun ? Des concertations géopolitiques doivent réinventer la coexistence pacifique et ouvrir la voie à des accords de codéveloppement sur des marchés où la concurrence ne règnerait plus unilatéralement. C'est dans cet esprit qu'avec Claude Fischer nous cherchons à déchiffrer les défis de la sécurité énergétique européenne.

Au-delà de l'aide publique, régénération des valeurs et des solidarités

Dans le monde occidental les politiques de transferts de l'Etat-providence pour les citoyens nationaux atteignent leurs limites. L'assistance éponge encore des souffrances, mais la redistribution ne doit plus obéir à des principes simplement assistanciers. Elle doit servir l'insertion des exclus dans la formation et l'emploi, la résilience des fragiles, le développement des capacités humaines. Dans les pays en retard de développement, les ressources internes ne sont pas du tout à la mesure des besoins, et si l'aide publique venant des pays occidentaux n'est pas insignifiante, elle est foncièrement inefficace. L'économiste François Bourguignon pose une bonne question : quand la part de l'aide publique extérieure qui est utile à la population locale ne représente que 15% du transfert (ce qui est très fréquent), parce que 85% sont détournés par la corruption d'Etat

et gaspillés par les rentes inégalitaires, faut-il arrêter l'aide ? Et faut-il oublier que les exportations d'armes vers ces pays contribuent à l'auto-destruction des Etats en formation, annulant largement les effets de cette aide extérieure ? Il faut s'attaquer à ces problèmes et chercher d'autres formes d'aides. Celle des Etats occidentaux a ceci de spécifique qu'ils n'assument pas leurs responsabilités sur place. Il faut que les sociétés civiles, les entreprises occidentales, prennent des engagements profonds et durables dans les pays concernés au sein de partenariats qui disposeraient de pools de ressources mutualisées. Aujourd'hui la réticence des investisseurs internationaux à prendre les paris du long terme dans les pays moins avancés est criante ; des politiciens parlent de plans Marshall mais ils sont invisibles, et c'est un vieux concept.

Une dynamique d'investissements transnationaux pour les biens communs doit reposer sur la formation de solidarités humaines et productives en dépassant les divergences culturelles et organisationnelles qui sont majeures entre les Etats. Ainsi les *utilities* britanniques, les *services publics* français, les *daseinvorsorgen* allemands, les *services d'Etat* dans les anciens pays communistes, sont fruits de longues histoires et divisent tant que la volonté de les dépasser dans des projets communs transfrontières fait défaut. Dépasser signifie un travail approfondi sur les valeurs en question, des concertations politiques dans un cadre macro-économique, des coopérations entre les acteurs économiques sur des projets communs, des financements mutualisés impliquant les banques de développement, l'interconnexion des infrastructures, et des cadres de marchés incitatifs. Mobiliser les populations est décisif pour qu'elles s'approprient les défis et développent leurs engagements. La gouvernance actuelle de l'Union par uniformisation des règles de marchés axées sur la concurrence et par coordination entre Etats et Union sur des objectifs chiffrés ne répond pas à ces exigences.

De même les relations de l'Europe avec les pays en développement sont plombées par un commerce asymétrique et par une aide improductive. L'implication des populations et d'acteurs des sociétés civiles est indispensable. Au-delà du « fair trade » ou du « level playing field », il faut faire une place aux partenariats de long terme. L'internationalisation

des structures de recherche et d'éducation, les co-entreprises, doivent démultiplier les transferts d'expériences et de technologies pour que les pays les moins avancés ou les plus fragiles puissent s'insérer durablement dans l'économie mondiale.

Au-delà des débats anciens entre capitalisme et socialisme, tout ceci renouvellerait le débat et l'action pour ouvrir une perspective de grande transformation du capitalisme.

Ces nouvelles solidarités impliquent en effet un travail en profondeur pour transformer et partager les valeurs. Reprenons le triptyque de Polanyi.

L'argent d'abord. Il ne faut pas se contenter de stigmatiser sa face noire grandissante, l'avidité, l'envie, le pourrissement de l'humain, il faut voir aussi sa face historique positive de multiplication des capacités humaines de projets et d'échanges. Les sociétés doivent se réapproprier leur pouvoir sur l'argent afin de pouvoir choisir, valoriser et financer les projets d'intérêt commun dont elles ont besoin. Beaucoup de travaux pratiques vont en ce sens, à tâtons, et j'ai eu le plaisir d'y participer à Bruxelles dans les années qui ont suivi la crise de 2008. Cet espace des institutions communes est trop souvent traité en bouc émissaire tantôt par des dirigeants nationaux qui masquent leurs carences, tantôt par des « indignés » qui ne voient ni la complexité des défis ni les réalisations.

La terre : face à l'impératif écologique, la conscience et la mobilisation montent. Mais il est inutile de souligner que nous sommes encore loin du compte. L'idéologie des Lumières pour qui « l'homme est maître et possesseur de la nature » n'est pas encore dépassée. L'anthropocène n'est pas encore installée. La concentration de puissance entre des firmes et des Etats ne permet pas de viser une croissance fondée sur la diversité des territoires et la diversification industrielle des économies. La masse des populations mondiales a pourtant besoin de produire beaucoup plus et mieux, et sans transferts et solidarités transfrontières c'est impossible.

Le travail enfin. Surtout ne l'oublions pas, alors que les folles déclarations sur la fin du travail s'expriment à tout va. La pire des inégalités, c'est

l'exclusion de l'activité (et du « marché du travail »). Elle est liée à une dégénérescence de la valeur-travail à l'Occident, et corrélativement à l'ignorance du défi essentiel qu'est la productivité. Les exclus, les fragiles, le sont aussi par manque d'investissements en capacités humaines (éducation, formation, santé) et d'infrastructures accessibles (énergie, eau...), et je ne reviens pas sur le caractère élitiste et discriminant des structures économiques et politiques actuelles. Je veux la qualification pour tous et non pas une société clivée entre qualifiés et non qualifiés, surtout quand le travail est aujourd'hui de plus en plus une question de créativité et de qualité. Il se joue en effet un enjeu de dépassement du salariat traditionnel subordonné qui était propre au capitalisme. Demain les travailleurs seront en même temps des entrepreneurs et des créateurs ; voyez comment en Afrique les femmes, les populations en prennent conscience. Or ces mutations de la formation et de l'emploi nécessitent des mobilités de pensée comme d'activité. J'observe que les Européens prétendent défendre la liberté de circulation, alors que dans les circonstances actuelles elle est foncièrement inégale. Ne pas réformer les marchés du travail, c'est clouer les faibles dans la précarité ; ne pas accueillir des réfugiés c'est les clouer dans la détresse. Bien sûr, les mobilités doivent se gérer, encore faut-il pour cela les valoriser et non pas les stigmatiser.

De la participation dans la démocratie

Avec l'association Confrontations Europe que j'ai fondée et animée pendant 25 ans avec Claude Fischer, et qui poursuit son chemin, nous avons le souci de rapprocher les Européens dans leur diversité pour qu'ils se reconnaissent mutuellement et qu'ainsi l'unité de l'Europe puisse refaire sens. Avec l'association des Entretiens Eurafricains que dirige Claude, nous rapprochons les européens et les africains pour qu'ils partagent leurs défis culturels et économiques en solidarité. Avec l'association United persons for Humanness cofondée par Antoine Guggenheim et Diane d'Audiffret, nous souhaitons relier des personnes afin qu'elles vivent ensemble les défis d'une humanité réconciliée. Ces contributions pour une nouvelle culture du dialogue me paraissent en convergence avec celui conduit par la Communauté Sant'Egidio depuis trente ans. Le dialogue et la participation sont vitaux pour gagner le combat contre les

inégalités, et ils contribuent à changer le type de démocratie dans lequel nous vivons.

L'incantation à retrouver l'unité nationale autour des valeurs de la République dans un pays comme la France ne fait plus société. Le contrat social de Rousseau craque ; l'égalité est formelle. La carence des valeurs d'altérité et d'intériorité est patente. Le souffle des Lumières est affaibli. Les replis nationaux sont multiples. C'est le principe ancien de Souveraineté qui est lui-même atteint. Qu'on me comprenne bien, la souveraineté a été le visage politique de l'idéal d'auto-détermination des peuples, et elle désigne encore la volonté d'identifier soi-même les choix collectifs qui nous unissent. Mais elle a été confiée à l'Etat nation. Il demeure un facteur de cohésion fondamental mais l'hyper délégation du pouvoir des peuples à des élites dirigeantes et la corporatisation des corps intermédiaires doivent être remis en cause, de même que la demande de protection quand elle est fondée sur le refus de s'ouvrir à autrui.

La démocratie occidentale repose sur le modèle du gouvernement représentatif national. A l'Ouest ses limites sont visibles : nos gouvernements ne sont pas représentatifs de la diversité et des potentiels de nos sociétés. Le choix par celles-ci de leurs dirigeants est une peau de chagrin quand ils sont issus d'une « profession politique » captée par une oligarchie de partis et soumis aux rivalités médiatiques mimétiques. Ces inégalités politiques ne sont pas sans rapport avec les inégalités socio-économiques. A l'extérieur, après la colonisation, les interventions et ingérences militaires des Etats occidentaux au nom des droits de l'homme et de la démocratie ont souvent été contre-productives. Il faut mettre ces questions en débat dans l'espace public et trouver d'autres options. Les dilemmes intérieurs et extérieurs sont liés. Seules la participation des peuples, la formation de nouvelles sociétés civiles et leurs associations transnationales les résoudreont. Elles obligent à repenser la démocratie.

Pour conclure, revenons à Paul : pour dépasser les ségrégations et les dominations, inventons la rotation des rôles dirigeants, la participation des travailleurs à la gestion, le partage des informations et la décentralisation des responsabilités dans les entreprises et les Etats. Et au-delà de

l'Etat nation, donnons un nouveau souffle aux institutions régionales et mondiales qui ont été créées après la Seconde Guerre mondiale. Elles doivent monter en puissance pour le partage des biens communs à une tout autre échelle en dépassant les verrous posés par les puissances dominantes et leurs gouvernances enfermées dans les rapports intergouvernementaux. C'est une affaire de réforme de pensée et d'éthique, car le défi culturel englobe les autres. Le dialogue interculturel et œcuménique est particulièrement nécessaire, mais il doit oser affronter les tabous. Il ne faut pas nier les conflits mais les apaiser et les rendre constructifs, il faut soutenir l'émulation dans la diversité interculturelle afin d'assumer les défis communs de la grande transformation économique et politique.

Les vertus ne se prouvent que dans des actes. Travailler à une refondation de l'Union européenne est pour moi une œuvre de civilisation, à l'épreuve de l'altérité, dans la perspective d'une humanité pacifique parce que réconciliée.

Penda Mbow
*Historienne, ex ministre de la Culture,
Représentante du Chef d'Etat du Sénégal à la Francophonie*

L'esprit de Sant'Egidio !

Du 18 au 20 septembre 2016, nous avons pris part à la commémoration des 30 ans d'existence de la communauté de Sant'Egidio, à Assise où elle est née sous la houlette du Pape Jean Paul II, en 1986. Assise est la ville de Saint François (1181-1226), inspirateur du dialogue interreligieux mais aussi de l'ordre des frères mineurs, ou Franciscains.

Cette rencontre de très haute portée marquée par un contexte de guerre mondiale localisée (Syrie, Yemen, Soudan, Libye...) mais aussi d'actes terroristes impliquant toujours une dimension religieuse, a vu la participation de religieux des différents monothéismes, mais aussi des Bouddhistes, Hindouistes Zoroastriens, etc.

Le Christianisme fut représenté par ses différentes branches, catholique et protestante, orthodoxe, copte, arménienne, etc. L'Islam dans toutes ses dimensions était présent : des Imams et théologiens vinrent d'Egypte, du Liban, d'Arabie Saoudite, de la Turquie, du Pakistan, d'Indonésie, de la Palestine et du Nigeria. Des panels permirent aux différentes religions et branches de pays comme la Syrie, l'Irak et la Palestine de dialoguer. Enfin, le judaïsme s'est lui aussi mobilisé. D'ailleurs, David Brodman, le Rabin d'Israël ainsi que le Patriarche œcuménique de Constantinople, sa Sainteté Bartolomew I, ont marqué cette rencontre par leur âge et sagesse. Ce dernier fut élevé au grade de Docteur Honoris Causa de l'Université Stranieri di Perugia durant la conférence.

Aux côtés des prélats de la Curie romaine, des Imams, Rabbins, Patriarches et autres dignitaires religieux participèrent des universitaires, des journalistes, des fonctionnaires des Nations Unies, des leaders politiques et prix Nobel de la Paix.

Soif de paix. Religions et cultures en dialogue

Cette conférence d'Assise avait comme principal thème : « Soif de paix. Religions et cultures en dialogue ». Outre les aspects religieux, ont été abordés des thèmes ayant trait aux migrations, à la situation des réfugiés, aux droits, à l'humanisation des prisons, aux expériences démocratiques comme celle de la Tunisie, à la pauvreté dans le monde, de l'avenir de notre planète... Il y avait 29 panels !

Au cours de la cérémonie d'ouverture, rehaussée par la présence de Sergio Mattarella, Président de la République Italienne, deux témoins venus d'Afrique ont marqué l'auditoire. Celui du Président de la République Centrafricaine qui a apporté une note d'espoir sur la situation de son pays d'une part, et celui de la Présidente de l'Assemblée nationale d'Afrique du Sud, Mme Baléka Mbete, sur le bilan de l'expérience de son pays en matière de justice et réconciliation d'autre part.

Quant à Muhammad Sammak, conseiller politique du Grand Mufti du Liban, il est largement revenu sur la rencontre entre François d'Assise et le Sultan d'Egypte au cours des Croisades au XII^e siècle.

Le tribut payé par l'Afrique à l'économie-monde

Notre panel qui a porté sur « les défis d'une Afrique globalisée » fut présidé par le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères d'Italie, Mario Giro. Y ont pris part les Evêques Ignatius Ayau Kai-gama du Nigeria et Evariste Ngoyagoye du Burundi, la Présidente de l'Assemblée nationale d'Afrique du Sud, son Eminence Muhammadu Sanusi II, Emir de Kano et enfin le journaliste Venance Konan, écrivain et directeur de *Fraternité Matin* en Côte d'Ivoire.

Dans notre communication, nous avons tenté d'attirer l'attention de notre auditoire sur le tribut payé par l'Afrique sur une très longue durée à « l'économie monde », selon la conception braudelienne. Dès le Moyen âge, l'Afrique noire, grâce à l'or du Soudan, a permis aux Empires musulmans (Ommeyyade et Abassides) et aux Levantins d'asseoir leur suprématie sur la Méditerranée. L'établissement des comptoirs européens à partir du XV^e sur les côtes africaines et le développement

du mercantilisme ont contribué à une exploitation des ressources du continent de façon massive et continue. On oublie trop souvent l'apport de l'Afrique au triomphe du capitalisme et qui se trouve à la base de la plupart de ses handicaps actuels. Tout en luttant contre la victimisation, une implication de tous ceux qui ont tiré profit des ressources et des fils du continent est nécessaire. Il demeure impératif de scruter l'impact des traites saharienne et atlantique, les méfaits de la Balkanisation (exemple de la Gambie et la discontinuité du territoire sénégalais avec comme corollaire la crise casamançaise), la détérioration des termes de l'échange, etc. Evidemment, le continent recèle de réels motifs d'espoir comme la jeunesse de sa population, ses importantes ressources, les possibilités du développement de l'agriculture mais le continent attend aussi son plan Marshall, une redéfinition des équilibres.

Un symbole d'œcuménisme

Au cours de la cérémonie de clôture présidée par le Pape François à la Basilique Saint François, on a noté une certaine originalité. Après le déjeuner, les différents groupes religieux se sont regroupés pour prier. Les Musulmans sunnites, chiites y compris les Druzes ont prié ensemble pour la Paix. Les Chrétiens (Catholiques, Protestants, Orthodoxes) participèrent à la Messe dirigée par le Pape, ce fut un symbole d'œcuménisme. Il en fut de même avec les Juifs qui organisèrent leur prière.

Tous les discours de la cérémonie de clôture insistèrent sur la nécessité de préserver la paix dans le monde menacée dangereusement par l'exclusion, le populisme et le développement des forces centrifuges. Cette soif de paix, le Pape François la traduit ainsi : « la paix comme un fil d'espérance qui relie la terre et le ciel, un mot si simple et en même temps difficile. Paix veut dire Pardon, fruit de la conversion et de la prière, naît de l'intérieur et, au nom de Dieu, rend possible de guérir les blessures du passé. Paix signifie accueil, disponibilité au dialogue, dépassement des fermetures, qui ne sont pas des stratégies de sécurité mais des ponts sur le vide ». Il a aussi, beaucoup insisté sur l'importance de l'Éducation.

La cérémonie s'est terminée par une minute de silence pour les victimes des guerres et actes terroristes, la lecture de l'Appel pour la paix en

2016, la remise de l'Appel par les enfants aux représentants des Nations, l'allumage des cierges sous le chant de l'Appel, enfin l'échange des signes de paix par les participants.

Quelles leçons en tirer?

Lors de la lecture de l'Appel, la Casamance fut citée parmi les régions du monde pour lesquelles on a prié afin qu'elle retrouve une paix définitive. Rappelons que la communauté de Sant'Egidio s'est impliquée dans la recherche de la paix pour cette région du Sénégal.

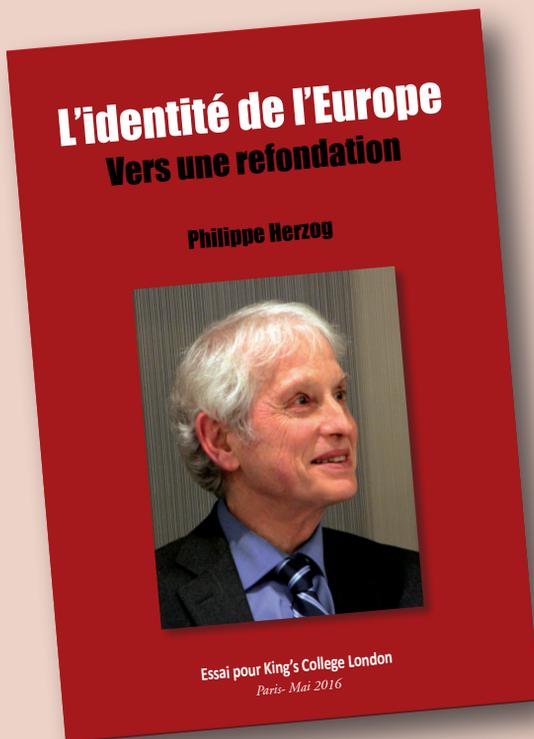
Avec mes compatriotes sénégalais, c'est la première fois que nous nous sommes retrouvés en face d'un nombre aussi impressionnant d'autorités religieuses réunies autour d'un seul but, la recherche de la paix et un meilleur devenir du monde. Et ce, malgré nos expériences exceptionnelles (prières auprès des différents Saints de Tombouctou, en compagnie de l'Imam de la Mosquée de Sankoré, visite de la ville sainte de Qom en Iran, l'expérience d'Aurangabad, une concentration de religions et mystiques en Inde, ou encore la visite du Temple Bouddhiste de Kyoto au Japon, etc.).

A cette occasion, nous avons pu mesurer toute l'humilité du Pape François. En échangeant un peu avec lui, nous avons compris qu'il porte en haute estime le Sénégal et son peuple. Nous en profitons pour partager cet instant de joie avec nos amis chrétiens. Le modèle sénégalais reste encore une référence dans le monde.

Nous ne saurions terminer sans rendre hommage à la communauté Sant'Egidio, même portée sur les fonds baptismaux par le Pape Jean Paul II, elle demeure néanmoins, une organisation de laïcs engagés dans la recherche de la paix et la justice à travers le monde. On y côtoie des princes comme des gens simples, des riches comme des moins riches. Elle assiste les émigrés. Nous y avons croisé un compatriote commerçant à Rome qui ne rate pas une seule rencontre de Sant'Egidio et qui est heureux de constater que pour la première fois, le Sénégal prend part au débat.

Après cette rencontre, nous sommes encore plus convaincus que personne n'a le droit de se battre pour ses croyances, sa foi ou religion. La vraie foi rime avec paix, sérénité ou encore Rahma, miséricorde!

Commander le dernier ouvrage de Philippe Herzog



Edité par  Les Entretiens Européens & Euroafricains

BULLETIN DE COMMANDE

NOM Prénom

Adresse.
.....

Mail Tél

Je commande exemplaire(s) du livre :

• 8 € : l'unité + 2 € de frais de port

Je verse : €

• 7 € à partir de 3 livres commandés (frais de port offerts)

- par virement : ASCPE - IBAN International : FR76 3006 6101 2100 0106 1640 126

- par chèque : à l'ordre d'ASCPE-Les Entretiens Européens, à retourner à ASCPE, 4 rue Froidevaux -75014 PARIS

• Téléchargez la version PDF de cet essai pour 5€, directement sur notre site : www.entretiens-europeens.org